



5^{ème} Réunion de l'Initiative Afrique

25-26 juillet 2018 – Accra, Ghana

Relevé de conclusions

1. Les 25-26 juillet 2018, 63 délégués de 21 pays africains (Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Maurice, Nigéria, Ouganda, République de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles et Togo), le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), le Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaines (FAFOA), la Commission de l'Union africaine (Commission de l'UA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères se sont réunis à Accra, au Ghana, pour la 5^{ème} réunion de l'Initiative Afrique.
2. L'Initiative Afrique a été lancée pour une période de trois ans (2015-2017) par le Forum mondial lors de sa réunion plénière à Berlin en 2014 avec ses membres africains et l'ATAF, le Cercle de Réflexion et d'Échange des Dirigeants des Administrations fiscales (CREDAF), l'OCDE, le Groupe de la Banque mondiale, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et le Département du développement international du Royaume-Uni. Il a été renouvelé pour une nouvelle période de trois ans (2018-2020) lors de la réunion plénière du Forum mondial à Yaoundé en novembre 2017.
3. Soulignant l'ampleur du problème des flux financiers illicites en Afrique, tel qu'illustré dans le rapport du Groupe de haut niveau de l'UA et de la CEA sur les flux financiers illicites en Afrique (Groupe de haut niveau), les délégués ont discuté de manière approfondie de l'agenda africain en matière de transparence fiscale. Ils ont souligné que les recommandations du Groupe de haut niveau visant à lutter contre les flux financiers illicites en provenance d'Afrique et à améliorer la mobilisation des ressources intérieures comprennent l'accroissement de la transparence fiscale et l'échange d'informations. Dans ce contexte, ils ont reconnu que la mise en œuvre des normes internationales répondait à un certain nombre de recommandations du Groupe de haut niveau. Ils se sont félicités que, lors de son 31^{ème} Sommet à Nouakchott en Mauritanie¹, l'Union africaine ait fait progresser l'agenda en matière de transparence en Afrique et souligné l'importance du registre des bénéficiaires effectifs, de l'échange automatique d'informations et de la suppression du secret bancaire.
4. Ils se sont félicités du soutien croissant à la Déclaration de Yaoundé initialement signée par quatre pays africains lors de la 4^{ème} réunion de l'Initiative Afrique et qui est aujourd'hui soutenue par 21 pays africains (Annexe 1). Tous les pays africains ont été encouragés à adhérer à cette Déclaration.
5. Les délégués ont partagé des informations sur leurs progrès vers la réalisation des objectifs spécifiques auxquels ils se sont engagés, y compris l'expansion de leurs réseaux d'échange de renseignements, l'augmentation du nombre de demandes d'échange de renseignements, la mise à disposition d'informations sur les bénéficiaires

¹ Décisions du Conseil exécutif de l'Union africaine du 29 juin 2018 et décisions de la Conférence de l'Union africaine du 2 juillet 2018.



effectifs et la prise de mesures pour participer à l'échange automatique de renseignements. Ils ont également discuté des défis auxquels sont confrontés les pays africains dans la mise en œuvre des normes internationales de transparence fiscale et ont partagé leur expérience pour y répondre.

6. Afin de sensibiliser le public et les responsables politiques et d'éclairer les décisions au niveau national, régional ou continental, les délégués ont convenu que les progrès réalisés dans l'amélioration de la transparence fiscale en Afrique devraient être reflétés dans un rapport annuel de l'Initiative Afrique qui doit être approuvé par l'Initiative Afrique. Celui-ci inclura les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs propre à chaque pays.

7. Ils se sont félicités de l'élargissement de l'Initiative Afrique avec la première participation de la Commission de l'UA, de la CEA, du FAFOA et d'un pays non membre du Forum mondial (Mali). Ils ont salué les travaux sur les bénéficiaires effectifs, qui sont actuellement en cours avec l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), et ont demandé que des projets régionaux similaires en Afrique soient explorés pour soutenir l'agenda africain en matière de transparence fiscale et de mobilisation des ressources nationales. Ils ont appelé au renforcement de la collaboration entre le cadre de l'Initiative Afrique et les principales autres organisations en Afrique afin d'améliorer la mobilisation des ressources nationales grâce à une plus grande transparence et à l'échange d'informations.

8. Reconnaissant que le cadre de l'Initiative Afrique prévoit des mesures et des objectifs concrets dans la mise en œuvre des normes internationales de transparence fiscale, ainsi que des programmes d'assistance technique visant à renforcer les capacités en coordination avec les principales organisations en Afrique, le Secrétariat du Forum mondial a été chargé d'étudier avec la CEA et la Commission de l'UA la mise en place d'un processus pour s'assurer conjointement que les progrès réalisés par les pays africains dans la réalisation des objectifs communs de lutte contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites par la mise en œuvre des normes internationales de transparence fiscale soient suivis et mesurés.

9. Les délégués ont finalement convenu que les relevés de conclusions de l'Initiative l'Afrique devraient être rendus publics.



Annexe 1 – Liste des signataires de la Déclaration de Yaoundé (au 26 juillet 2018)

	Pays	Représentant	Date
1.	Cameroun	S.E. Alamine Ousmane Mey, Ministre des Finances	15/11/2017
2.	Libéria	S.E. Adolphus Forkpa, Vice-Ministre des Finances et de la Planification du Développement	15/11/2017
3.	Ouganda	S.E. Haruna Kasolo Kyeyune, <i>Minister of State</i> auprès du Ministre des Finances, de la Planification et du Développement Économique	15/11/2017
4.	Bénin	M. Servais Adjovi, Chef de cabinet, Représentant personnel du Ministre de l'Économie et des Finances	15/11/2017
5.	Togo	S.E. Sani Yaya, Ministre de l'Économie et des Finances	19/01/2018
6.	Ghana	S.E. KEN OFORI – ATTA, Ministre des Finances	22/02/2018
7.	Seychelles	S.E. Peter Larose, Ministre des Finances, du Commerce et de la Planification Économique	22/02/2018
8.	Tchad	S.E. Dr Abdoulaye Sabre Fadoul, Ministre des finances et du budget	26/03/2018
9.	Madagascar	S.E. Andriambololona Vonintsalama, Ministre des finances et du budget	04/04/2018
10.	Niger	S.E. Massoudou Hassoumi, Ministre des finances et du budget	09/04/2018
11.	Gabon	S.E. Régis Immongault, Ministre de l'Économie, de la prospective et de de la programmation du développement durable	10/04/2018
12.	Burkina Faso	S.E. Edith Clémence YAKA, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Économie, des finances et du développement	13/04/2018
13.	Congo	S.E. Calixte NGANONGO, Ministre des finances et du Budget	13/04/2018
14.	Guinée Bissau	S.E. João Alage Mamadu FADIA, Ministre de l'Économie et des finances	13/04/2018
15.	Mali	S.E. Bakary Bocar MAIGA, Ambassadeur du Mali au Congo, Représentant du Ministre de l'Économie et des Finances	13/04/2018
16.	Sénégal	S.E. Amadou BA, Ministre des finances et du Plan	17/04/2018
17.	Ile Maurice	S.E. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre	28/05/2018
18.	Mauritanie	S.E. Mohamed OULD KEMBOU, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Économie et des finances en charge du budget	04/06/2018
19.	Comores	S.E. Said Ali Said CHAYHANE, Ministre des Finances et du Budget	05/06/2018
20.	Côte d'Ivoire	S.E. Moussa SANOGO, Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État	21/06/2018
21.	Lesotho	S.E. Moeketsi MAJORO, Ministre des Finances	19/07/2018